Médiévales

Langues, Textes, Histoire

76 | printemps 2019

Du nouveau en archives

L'innovation documentaire, entre recyclage et enregistrements. Le cas du *Livre rouge* de l'échevinage de Reims (XIV^e-XV^e siècles)

Documentary innovation, between recycling and registration: The case of the Livre rouge of Rheims (fourteenth-fifteenth centuries)

Emmanuel Melin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/medievales/9856>

DOI : 10.4000/medievales.9856

ISSN : 1777-5892

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 5 septembre 2019

Pagination : 57-78

ISBN : 978-2-37924-028-7

ISSN : 0751-2708

Référence électronique

Emmanuel Melin, « L'innovation documentaire, entre recyclage et enregistrements. Le cas du *Livre rouge* de l'échevinage de Reims (XIV^e-XV^e siècles) », *Médiévales* [En ligne], 76 | printemps 2019, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/medievales/9856> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/medievales.9856>

Tous droits réservés

Emmanuel Melin

L'innovation documentaire, entre recyclage et enregistrements

Le cas du *Livre rouge* de l'échevinage de Reims
(XIV^e-XV^e siècles)

En 1839, dans ses *Prolégomènes à l'édition des Archives législatives et administratives de la ville de Reims*, l'archiviste Pierre Varin débute sa présentation des sources en évoquant les cartulaires, fondements des libertés de la bourgeoisie rémoise¹. Le plus ancien de ces cartulaires, le *Livre rouge*², suscite en lui autant la fierté que la perplexité. Fierté car le *Livre rouge* renferme des textes judiciaires antérieurs aux archives du prestigieux Parlement de Paris³. Perplexité car Varin n'y voit pas un cartulaire mais plutôt « le livre sacré de la bourgeoisie », même s'il continue malgré tout à le qualifier par la suite de cartulaire⁴.

Monument documentaire, le *Livre rouge* n'a paradoxalement jamais été étudié. Sa singularité, sinon son étrangeté, fait consensus, tout comme sa dimension pratique⁵. Il laisse l'impression d'un recueil constitué progressivement, hors de tout contexte. Le recueil est composé de 224 pages,

1. P. VARIN, *Archives législatives et administratives de la ville de Reims : prolégomènes historiques et bibliographiques*, Paris, 1839, p. 42.

2. Reims, AM, Fonds ancien (désormais FA) R7. Je tiens à remercier Madame Véronique Beaulande, Messieurs Franck Collard, Patrick Demouy et le bibliste Philippe Gruson pour leurs conseils et leurs remarques.

3. « Ici, l'humble tribunal d'une cité nous offre des titres antérieurs aux titres les plus anciens du premier tribunal du royaume. Le *Livre rouge* s'ouvre avant les Olim » : P. Varin, *Archives législatives et administratives de la ville de Reims : prolégomènes...*, p. 48 [dorénavant abrégé AA pour les volumes des archives administratives, et AL pour les volumes d'archives législatives].

4. Il hérite sans doute de la typologie dressée par son maître et prédécesseur, M. Hivert, auquel il doit sa place d'archiviste et qu'il ne tient sans doute pas à remettre en cause. Le goût des romantiques pour les recueils de privilèges médiévaux des communautés urbaines est un autre facteur explicatif de cette monumentalisation.

5. Cf. J. BRIAND, *L'Information à Reims aux XIV^e et XV^e siècles*, thèse de doctorat sous la direction de C. Gauvard et F. Collard, Université Panthéon-Sorbonne, 2012, p. 67-68 et p. 458, et notamment p. 68, n. 222 : « Ce recueil, largement informel, tient avant tout du

il mesure 340 sur 270 mm et est constitué de plusieurs cahiers de parchemin. Il a été composé à la fin du XIV^e siècle par l'assemblage de cahiers anciens et hétéroclites des XIII^e et XIV^e siècles et de cahiers vierges, complétés à la fin du XIV^e jusqu'au début du XV^e siècle. Les écritures, couvrant un panel varié d'actions administratives, sont souvent rédigées sans ordre chronologique. Cette réalité complexe, voire insaisissable, semble rendre inaccessibles sa genèse et ses enjeux. Pourtant, une enquête, inspirée des travaux de Pierre Chastang sur l'archéologie du texte médiéval⁶ et de ceux de Patrice Beck sur l'archéologie des comptes bourguignons⁷, donne une certaine intelligibilité à l'ouvrage. Celui-ci recèle en réalité plusieurs innovations documentaires et scripturaires caractéristiques d'un moment institutionnel et documentaire de l'échevinage rémois.

Depuis 1182 et la charte épiscopale qui crée leur charge, les échevins, dont la compétence se limite initialement à la basse justice des bourgeois, sont élus par les bourgeois du ban épiscopal. Prêtant serment à l'archevêque à leur entrée en charge, ils restent des officiers seigneuriaux. À la faveur de multiples procès et accords, les échevins défendent et élargissent leurs prérogatives face au seigneur-archevêque et à ses agents. Avec l'aide du roi, leur pouvoir se renforce tout au long du Moyen Âge : ils deviennent de véritables administrateurs de la cité, ce qui rejaillit à travers une production écrite de plus en plus prolifique. Dans cette histoire documentaire, le *Livre rouge* constitue lui-même un tournant. En quoi le *Livre rouge* marque-t-il la naissance d'une nouvelle pratique de l'enregistrement ? En quoi cette innovation a-t-elle transformé les pratiques documentaires de l'échevinage ? La composition du recueil, complexe, possède d'abord une certaine cohérence. Les fragments documentaires formant la base archivistique du recueil ont une histoire propre qui mérite d'être retracée. Ils acquerront ensuite une autre fonction, lorsque les échevins opéreront une cartularisation assez singulière qui va progressivement enrichir ces fragments.

catalogue. Il n'a pas le caractère d'un traité, car aucun commentaire juridique ne vient éclairer les cas mentionnés. En ce sens, il est adapté à des lecteurs qui n'ont pas étudié le droit. »

6. P. CHASTANG, « L'archéologie du texte médiéval », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 63/2 (2008), p. 245-269.

7. P. BECK et O. GUYOTJEANNIN, *Archéologie d'un document d'archives : approche codicologique et diplomatique des chartes des seigneurs bourguignons, 1285-1543*, Paris, 2006.

Matérialité et structure du *Livre rouge*

Le manuscrit du *Livre rouge* n'a plus son apparence médiévale. On sait que le recueil était déjà relié par une couverture en bois⁸ en 1379, puisque les officiers nommés par les échevins prêtent serment sur le *codex* à cette date⁹. La foliotation est postérieure à 1389¹⁰, puisqu'elle inclut un cahier de cette année-là rajouté au début de l'ouvrage. Au XVIII^e ou au XIX^e siècle, un archiviste a rajouté une pagination, changé la reliure primitive en bois en une reliure de carton et de veau fauve¹¹, lui donnant son aspect actuel. Dans une volonté de caractériser et monumentaliser cet ouvrage sans nom et au contenu complexe¹², Pierre Varin baptise ce recueil « Livre rouge ».

La structure interne n'a en revanche pas évolué depuis le Moyen Âge, comme l'atteste la foliotation médiévale de l'ouvrage¹³. Elle a été décrite dans une notice de l'IRHT¹⁴, qui distingue dix-huit ensembles, allant du folio simple au quaternion :

8. Cette couverture originelle a été changée au XIX^e siècle par une autre couverture en carton rouge.

9. Reims, AM, FA R6, p. 194.

10. Le « cahier du pain », réalisé en 1389 ou peu après avant d'être inséré au début du *Livre rouge*, est numéroté (f. 4 à 7, p. 9 à 16). C'est sans doute à l'occasion de son insertion dans le recueil que l'ensemble de la compilation a été foliotée.

11. AA, t. 2, 2^e partie, p. 1089.

12. Dans son rapport au maire de Reims en 1832, l'archiviste Louis Paris identifie le cartulaire sous ce nom : « Titres de l'Échevinage, ou recueil de titres, lettres et précieux renseignements, remontant à 1182, écritures des 13^e, 14^e et 15^e siècles, 1 vol. pet. in-fol. de 224 pages, vélin » (A. L. Paris, *Rapport sur l'état actuel du cartulaire de la ville de Reims*, Reims, 1837, p. 22). La difficulté à caractériser le recueil à partir de son contenu est déjà perceptible. On peut toutefois noter que Paris abandonne la monumentalisation de Varin, puisqu'il ne qualifie pas ce cartulaire (ni les autres) de livre, et, à l'inverse de Varin, le présente après le *Livre blanc* (actuellement Reims, AM, FA R7). On peut imputer ce déclassement au fait que, quoique plus ancien, le *Livre rouge* est plus complexe et moins intelligible que le gros cartulaire des années 1430 alors considéré comme plus important.

13. À la fin du XVI^e siècle, deux notaires en copient des extraits collationnés et décrivent l'ouvrage original : « Un gros livre escript en parchemin couvert de couverteaulx de bois contenant cent treze feuilletz tant escriptz que non escriptz, au premier feuillet duquel seconde page collee et attache sur l'un d'iceulx couverteaulx est escript Ordonnances faites au buffet de la loge aux échevins de reims pour la distribution et arde des selles de cuir qui furent faites à reims pour la sauveté de la ville pour doubte des feuz, et au second feuillet première page a été écrit en lettres rouges *le prélude de l'évangile de Jean*, icelluy livre finit au dernier feuillet, seconde page, J Challon. » Cette description correspond à l'état actuel du recueil.

14. En ligne [<http://regecart.irht.cnrs.fr>], p. 2. Le Tableau n° 1 la reprend et y ajoute un résumé du contenu de chaque cahier.

Tableau 1. Structure codicologique et contenu du *Livre rouge*

Liste des cahiers du <i>Livre rouge</i>			
N° du cahier	Unité matérielle	Pagination	Contenu (la date indiquée est celle du fait relaté, non celle de la copie)
Extrait de l'évangile de Jean (Prologue) et de Matthieu			
1	Folio double	1-4	Conclusion inachevée Ordonnance sur les sceaux des incendies Ordonnance sur le poids du pain
2	Trinion	5-16	Prologue de l'évangile de Jean Passage de l'évangile de Matthieu Montant de la taille du sacre de 1360 Ordonnance sur le pain de 1380 et 1389 ; essai de cuisson du pain 1390
3	Folio double	17-20	Relation d'un don fait à la reine et à son écuyer venu annoncer la naissance d'un héritier Les métiers de Reims (localisation et présence au sacre) Lettres des échevins au roi et sa traduction instituant un procureur Modalités d'institution d'un chapelain à la léproserie Saint Lazare
4	Quinion	21-40	Jugements des échevins (entre 1248 et 1255)
5	Quaternion	41-56	Jugements des échevins (entre 1255 et 1260)
6	Trinion	57-68	Jugements (entre 1261 et 1295)
7	Binion avec folio simple inséré au milieu	69-78	Cahier contenant la traduction de la Willelmine et de ses confirmations (ancienne foliotation : f. 1 à 7)
8	Quaternion	79-94	Jugements (entre 1296 et 1302)
9	Binion	95-102	Jugements (entre 1303 et 1304) Requête du prévôt de l'archevêque
10	Quinion	103-122	Jugements (entre 1305 et 1310) Requêtes et plaintes Notes à propos de l'attribution de la cure Saint-Lazare (1310, 1321, 1361)
11	Quaternion	123-138	Jugements (entre 1311 et 1323) Confirmation de rentes à un poissonnier (1314) Notes sur les bouchers, le formariage (1341) Pages vierges Conseiller engagé par l'échevinage (1325) Note sur un bannissement (1325)

12	Trinion	139-150	Lettres d'un abbé sur l'usage des marais et pâtures (1345) Reconnaissance du sceau des échevins (1345) Institution du curé de Saint-Lazare Pages vierges Cri sur la limitation des pains (1343) Méthode d'interrogatoire en justice
13	Folio simple	151-152	Injures d'un bourgeois contre les échevins (1321) Noms des vergers de l'échevinage
14	Quinion	153-172	Requête à l'archevêque pour attribuer la cure Saint-Ladre (1364), présentation de la cure (1367) Accords avec l'archevêque (1344) Récréance, coutumes
15	Quaternion	173-188	Note sur les ajournements criminels, exploits et sentences contre les vergeurs (1376) Attribution d'offices Ajournement en justice Consultation du conseil de Paris sur un cas criminel
16	Quaternion	189-204	Consultation du conseil de Paris sur un cas criminel Récréance (1378), conclusions (1387) Plainte au buffet (1378) Institution d'offices (1378-1379) Révision de pension (1411) Ordonnances de la vicomté sur l'artisanat Conflit entre bourgeois (1382) Réévaluation de pensions (1415)
17	Quaternion	205-220	Retrait de pension (1415) Lettres de restitution des chartes aux échevins et approbation du sceau (1383) Mémoire sur des offices (1408-1388-1398) Attribution d'offices (1397-1399-1401-1405-1410-1417-1409-1410-1405-1417-1401) Révision de salaires (1412-1415-1417) Réception d'un bourgeois (1417) Lettres de la visitation de Saint Lazare (1388) Ajournement au buffet (1405) Réception d'offices et délibération sur les offices (1417-1414-1415-1409-1415)
18	Folio double	221-224	Autorisation de saillie (1377) Attribution office (1405-1417)
Manuscrit liturgique			

L'ouvrage est encadré par des textes religieux réemployés dont l'origine est inconnue. Si aucune logique matérielle d'ensemble ne se dégage, on note toutefois que la seconde partie de l'ouvrage, à compter de la page 152, est beaucoup plus homogène, puisque les cahiers reliés sont tous des quinions ou des quaternions. Cet ensemble correspond à un ou plusieurs ajouts effectués à la fin du XIV^e siècle¹⁵. Par ailleurs, certains cahiers étaient autrefois indépendants, comme le prouvent des mentions infrapaginales sur certaines feuilles, comme « *verte* » ou la numérotation « I ». Certains « fragments » du *Livre rouge* sont ainsi identifiables. Enfin, le *Livre rouge* contient deux folios doubles dont l'épaisseur indique qu'ils étaient peut-être originellement des couvertures de cahiers¹⁶ : c'est l'indice qu'au moins deux des cahiers du *Livre rouge* ont été autrefois des recueils indépendants.

Dans ce feuilletage codicologique, il est donc possible de dégager deux grands ensembles, séparés par une liste fiscale rédigée sur un folio unique (p. 151-152). D'abord, un premier bloc homogène correspondant au cahier de justice, conçu dans les années 1280 et augmenté jusque dans les années 1320 par l'ajout de cahiers supplémentaires. Ensuite, des cahiers rajoutés (à partir de la p. 153), dont les caractéristiques codicologiques et diplomatiques sont similaires. Cette partie est constituée d'épais cahiers, quaternions (16 pages) et quinions (20 pages), qui diffèrent des précédents par leur réglure et l'homogénéité formelle qui s'en dégage. Il est difficile de savoir s'ils ont été indépendants, s'il s'agit de projets documentaires avortés, ou encore d'écritures notées sans cohérence sur des cahiers¹⁷. En

15. Voir *infra*.

16. Reims, AM, FA R6, p. 1-4 et 221-224.

17. Il faudrait se livrer à des spéculations sur les couches d'écritures et leur ordre, sans forcément pouvoir dépasser la conjecture. Par exemple, le cahier n° 13 dont la mise en page tranche avec le cahier précédent. Resté en majorité vierge, il contient une copie de la Willemine au troisième folio. Dans l'hypothèse où les deux premiers sont vierges, il peut s'agir d'un projet documentaire avorté autour de la charte fondatrice, mais qui, après la reliure, a fait l'objet d'écritures de privilèges aux premiers folios puis de quelques mentions de procédures judiciaires à la fin. Second exemple, le cahier n° 16 : il renferme les consultations faites auprès de parlementaires parisiens au sujet de la procédure et de l'accès à l'information judiciaire. Il porte en couverture la marque « *verte* » que l'on trouve parfois au début de certains cahiers de registres des chaussées ou de plaid et qui indique que la page était originellement vierge. À titre d'hypothèse, on peut imaginer que le cahier a commencé avec l'écriture des consultations au retour de Paris en 1376, puis qu'il a été relié lorsque le *Livre rouge* a été constitué avant d'être, dans un dernier temps, complété par des sentences diverses et conclusions. Dernier exemple, le cahier n° 18. Il débute par une copie de la lettre des commissaires royaux ayant vérifié et confirmé la teneur des chartes de l'échevinage renfermées dans leurs archives. Toutes les informations suivantes dans ce cahier sont postérieures à 1384, soit après la reliure du *Livre rouge*. Deux explications sont alors possibles : soit le cahier était indépendant et a été ajouté à la première version du recueil (comme le cahier du pain), soit le cahier avait été relié vierge et les échevins ont recopié à part la lettre des commissaires royaux afin de la séparer des autres matières (et peut-être pour

tout état de cause, les écritures remontent à la fin des années 1360 et, si ces cahiers ont bien été autonomes, ils ne l'auront pas été longtemps. Il semble plutôt que ces cahiers très semblables étaient vierges ou partiellement remplis avant d'être rajoutés et complétés. Il y a bien eu un double travail de rassemblement ou d'augmentation qui invente un nouveau recueil destiné à l'enregistrement. Avec de l'ancien, les échevins cherchent à faire du neuf.

En revanche, le contenu de cette partie est varié, voire confus. Les textes rassemblés comportent aussi bien des copies d'actes diplomatiques ou de textes statutaires datant du XIII^e siècle (extraits de coutumes ou droits du vicomte¹⁸), que des notices de nature et d'époques différentes (consultation judiciaire, nominations, conclusions, commentaires juridiques ou litiges), toutes rédigées entre 1367 et 1417. Plusieurs mains ont complété ces cahiers progressivement et dans un grand désordre chronologique et thématique. Malgré cette diversité, il est certain qu'aucune des écritures n'est antérieure aux années 1360-1370, comme le prouve l'analyse paléographique.

Le *Livre rouge* reste néanmoins un recueil hétérogène qui ressemble bien peu à un cartulaire, puisqu'il ne contient que treize actes diplomatiques, soit moins de 10 % des entrées. Il s'agit le plus souvent de privilèges – charte de fondation, confirmations, droit d'usage des marais – et d'arrêtés ou de lettres d'officiers royaux. La part judiciaire du *Livre rouge* représente en revanche les deux-tiers des textes enregistrés¹⁹. Le tiers restant a trait aux enregistrements administratifs déjà évoqués. Ainsi, à tous points de vue, matériel et textuel, il n'y a pas de projet documentaire unique, mais plutôt *a minima* deux projets d'écritures associés, à savoir le réemploi d'un certain nombre d'anciens écrits, puis l'enregistrement régulier d'écritures variées. Pour être saisi, le *Livre rouge* doit préalablement être déconstruit. L'étude de chacun de ses fragments dans son contexte originel offre en effet une piste pour comprendre le sens de cette compilation.

y associer d'autres informations du même ordre). Même si le désordre et la multiplicité des mains limitent l'analyse, une étude plus globale de « géologie des étapes d'écriture » – afin de comprendre la progression du remplissage des pages – sera proposée dans le cadre de notre thèse de doctorat sur les archives des institutions municipales de Reims (XIII^e-XVII^e siècles), réalisée à l'université Paris-Nanterre sous la direction du Professeur Franck Collard.

18. En menant une analyse paléographique et en comparant avec la documentation de la fin du XIV^e siècle, on peut établir avec une quasi-certitude que ces textes non datés ont été copiés dans les années 1370 ou ultérieurement.

19. Cette part du registre représente douze cahiers sur dix-neuf, soit 58 % de l'ensemble.

Les premières innovations documentaires

Le « recueil de sentences »

Le *Livre rouge* sédimente plusieurs sous-ensembles qui ont été en leur temps des innovations documentaires. Le premier d'entre eux est un registre judiciaire. À la fin du XIII^e siècle, les échevins entament l'écriture d'un recueil de leurs sentences rendues lors des plaids, qui devait devenir, à la fin du XIV^e siècle, la première partie du *Livre rouge*. Ce recueil de trente-deux folios, numérotés en chiffres romains au verso²⁰, débutait par un premier cahier (page 69 à 78 – originellement f. 2 à 7)²¹ assimilable à un petit cartulaire, contenant des copies des chartes déjà évoquées ainsi qu'un arrêt du Parlement de Paris de 1280. La seconde partie du recueil (f. 8 à 32) contient des résumés d'affaires tranchées par les échevins²², entre 1248 et 1278. Les écritures articulent ainsi droit fondateur et exercice de la justice. La rédaction a sans doute été entamée en 1280 ou peu après, dans le sillage de l'arrêt du Parlement enregistré dans le recueil et qui reconnaît un droit de sceau aux échevins et leur droit de ne plaider leurs causes qu'en Parlement, soit autant de privilèges exorbitants pour ceux qui restent – en droit – des officiers épiscopaux mais qui ont toujours prétendu exercer un pouvoir de nature communale. Le recueil marquerait donc la naissance d'une nouvelle mémoire judiciaire pour une institution reconnue par la monarchie²³.

C'est pourquoi la mise en forme de l'ouvrage est particulièrement soignée en ce qui concerne l'écriture, les letrines, les bouts de lignes, les lettres ornées et la réglure. La dimension pratique est également prise en compte, puisque chaque sentence est signalée par un pied-de-mouche pour faciliter la consultation. Les échevins enregistrent les sentences les plus significatives prononcées chaque année, à raison d'un à vingt-deux cas par an. Le texte suit un formulaire standardisé. En effet, les résumés

20. Il manque aujourd'hui le feuillet 5.

21. Reims, AM, FA R6, p. 69-78. Le cahier est aujourd'hui égaré au milieu des plaids du XIV^e siècle. La fragmentation de ce recueil de sentences remonte au XIV^e siècle lors de la constitution du livre.

22. Il ne s'agit pas à proprement parler de sentences, mais plutôt de courts résumés d'affaires, incluant à la fin la sentence.

23. L'arrêt de 1280 marque un tournant dans la reconnaissance de l'échevinage et dans l'évolution du règlement des conflits entre les bourgeois et l'archevêque. Il met en effet fin à un siècle de tensions scandé par plusieurs révoltes de nature communale majeures (en 1236, 1240 et 1256). Passé cette date commence un long XIV^e siècle judiciaire, rythmé par de multiples procès visant à confirmer les privilèges de l'échevinage (en 1308, 1322, 1348, 1363, 1384, 1395 et 1405-1406). L'arrêt est par conséquent le point d'origine d'une acculturation judiciaire des échevins, qui seront par la suite constamment en procès avec leur seigneur, ce qui ne sera pas sans effet sur le rapport aux archives : l'accumulation des arrêts favorables va former un trésor documentaire mis en livre en 1429. Voir P. DESPORTES, *Reims et les Rémois : aux XIII^e et XIV^e siècles*, Paris, 1979, p. 155-168.

exposent d'abord les parties en conflit par l'expression « descors estoit » ou bien le déclenchement de la procédure, par le prévôt ou des particuliers (« *untel* trast en cause ») ; viennent ensuite les raisons du conflit et parfois l'état du droit (« le droit ne disoit ») ; enfin, systématiquement, la sentence proprement dite (« s'en fut droit dit »). Fonctionnels avant tout, ces résumés d'affaires sont également une mémoire de l'action pacificatrice des échevins qui rappellent le droit au sein de la cité.

Mémorial prestigieux de la justice scabinale, le recueil de sentences de 1280 marque de fait une rupture dans la conservation des sentences. Il atteste qu'il existait en 1248, et peut-être même avant, des archives judiciaires, peut-être sous la forme de feuillets volants ou de rouleaux. Le passage à l'enregistrement est une innovation sans doute justifiée par le souci d'une meilleure conservation des plus anciennes archives judiciaires²⁴. Ainsi, jusqu'à 1323, les échevins continuent l'enregistrement des plaids à la suite des anciennes sentences, en rajoutant plusieurs cahiers au registre initial²⁵. L'enregistrement est devenu une pratique ordinaire. Au plan formel, la page n'est plus réglée et aucune marge n'est ménagée. Cette évolution diplomatique contraste avec le soin apporté au cahier initial et indique que le registre des sentences est devenu un registre banalisé. Les échevins y ajoutent ponctuellement des informations administratives²⁶, signe que le recueil judiciaire fait aussi office d'aide-mémoire. Le mémorial est devenu registre, jusqu'à ce que la série des registres de plaids en prenne le relais en 1332²⁷. Il forme le premier registre des plaids de l'échevinage et devient, à la fin du XIV^e siècle, le noyau du *Livre rouge* qui devait former une mémoire administrative plus globale.

24. Il est à noter que la série est lacunaire, puisqu'il manque une dizaine d'années, voire davantage car à partir de 1270 les années ne sont plus systématiquement indiquées. L'absence de sentences pour certaines années résulte sans doute de pertes.

25. Cf. *supra*, cahiers n° 1 et 18.

26. Par exemple à propos du droit de nomination d'un prêtre pour la chapelle de la léproserie Saint-Ladre, qui fait l'objet d'un litige en 1308 : Reims, AM, FA R6, p. 117.

27. Les lacunes entre 1323 et 1332 peuvent s'expliquer par le climat de tensions sévissant alors à Reims. Durant cette période, deux clans du patriciat s'opposent violemment, notamment pour contrôler l'échevinage. Il est vraisemblable que ces tensions aient eu des répercussions sur l'enregistrement et/ou la conservation des plaids et qu'à la suite de pertes les échevins aient justement décidé de passer à l'écriture de registres spécialisés en 1333, comme ce fut le cas pour les registres de comptes. À titre purement spéculatif, on peut aussi supposer que, comme pour les registres de conclusions un siècle et demi plus tard, les premiers registres de sentences remontaient précisément à 1323 et ont été perdus, le retour au calme à compter de 1333 favorisant une meilleure conservation. Sur les registres de plaids, voir J. BRIAND, *L'Information à Reims...*, p. 38-99, et P. DESPORTES, *Reims et les Rémois...*, p. 288-289 et 508-509.

Le « feuillet fiscal » (années 1320)

Après les recueils de sentences, comme en transition avec la seconde partie du recueil, une feuille a été insérée au moment de la constitution du *Livre rouge*. Pierre Desportes la date du premier quart du XIV^e siècle²⁸. Sa provenance est inconnue. Sa fonction administrative est en revanche claire : il s'agit de notices rédigées par les échevins portant sur la taille et son prélèvement, introduites par la mention « ce sont », d'où notre expression pour la désigner de « feuillet fiscal ». La première notice relate un cas d'insulte à l'égard des échevins durant une procession aux alentours de 1320. La deuxième, non datée, cite les jaugeurs de vin, dont la mission est de mesurer les quantités de vin vendues. En bas du recto et au verso du feuillet se trouve ensuite une liste en trois colonnes des villes devant contribuer à la taille levée pour réparer les murailles rémoises. La feuille a donc été constituée progressivement et aurait même pu faire partie d'un autre registre, dont elle aurait été extraite pour être intégrée au *Livre rouge*. Quoi qu'il en soit, sa conservation indique qu'elle constitue un document de référence²⁹.

Cette liste est un outil de travail confectionné en vue d'assurer le prélèvement de la maltôte exigée par l'ordonnance de 1318 pour financer la guerre en Flandre. En réalité, elle est elle-même une reprise les principes établis en 1295 par un commissaire royal venu instaurer une taxe sur la ville et le plat pays environnant³⁰. L'épisode fiscal sert de précédent, ce qui justifie la conservation d'un document appelé à être utilisé lors des prochaines campagnes de fortifications : pour les compilateurs, sa valeur jurisprudentielle est placée au même niveau que les chartes et statuts consignés par ailleurs.

On ignore comment le document originel a été composé. La liste fixe le ratio du montant et la zone limitée à trois lieues environnantes. Cent quarante-quatre localités, les communes retrayantes en cas de guerre, sont ainsi inventoriées sur cinq colonnes. La liste suit un zonage fiscal précis, divisé en six secteurs géographiques aux alentours de Reims, délimités par des repères topographiques, en l'occurrence des cours d'eau ou reliefs. La

28. P. DESPORTES, *Reims et les Rémois...*, p. 194, n. 61.

29. Et ce encore à la fin du Moyen Âge : en 1458, le conseil de ville en demande un *vidimus* à l'échevinage (P. VARIN, *AA*, I, 2, p. 1089).

30. Le seigneur de Dampierre, alors dépêché par Philippe le Bel pour faire fortifier la ville, arrive avec le pouvoir de faire prélever les impôts sur les « sujets du roi et les vassaux de l'Eglise, à trois lieux à la ronde », la décision ayant été prise malgré le refus de l'archevêque (E. Galeron, *Journal historique de Reims depuis la fondation de cette ville jusqu'à nos jours, avec les synchronismes de l'histoire romaine et de l'histoire de France*, 1^{re} partie, 1853, p. 119-120). L'ensemble du dossier est encore conservé : Reims, AM, FA C640 L6 s2, documents 1 à 5.

liste des villages est dressée pour chaque secteur avec le total des lieux à visiter pour prélever l'impôt. Ces repères correspondent donc à l'espace vécu des échevins, qui sont en majorité des marchands habitués aux circulations et usant de repères géographiques locaux. Il est possible qu'ait été établi, à partir de cette liste, un document par secteur pour les tailleurs. Organisée et pragmatique, la liste a été annotée par des croix à côté de la majorité des communes mentionnées, peut-être pour indiquer celles qui ont effectivement contribué. Impliqués dans la mécanique fiscale, les échevins possèdent un petit instrument de travail pragmatique permettant de savoir quelles cités relèvent du périmètre fiscal de Reims et offrant un outil de répartition de l'assiette. Indirectement, cette archive atteste de l'autorité fiscale de l'échevinage sur le plat pays, de son rôle dans la fortification de la cité et constitue un outil de référence utile. C'est peut-être là ce qui a justifié, à la fin du XIV^e siècle, son insertion à la suite des registres de sentences.

Recycler et innover : vers un livre du gouvernement municipal

La dernière partie du *Livre rouge* comprend un ensemble de cahiers, vierges ou non, insérés à la fin du XIV^e siècle, qui prolongent le registre des sentences et le « feuillet fiscal » pour former une mémoire administrative plus globale. Ce recueil est donc à la fois un recyclage et une innovation qui s'inscrit dans un contexte précis. Le *Livre rouge* n'est pas daté, mais un faisceau d'indices plaide pour une datation vers la fin des années 1370, outre la paléographie. L'échevinage est alors pris dans un contexte de litiges avec les autres institutions de la cité. Il faut d'abord noter que la question judiciaire est majoritaire dans la compilation. Or, à compter de 1376, les échevins entrent en conflit avec le garde royal du tribunal épiscopal au sujet du monopole seigneurial de l'information préparatoire aux procès des bourgeois³¹. La question fiscale est tout aussi brûlante à cette époque, jusqu'en 1377, lorsqu'un règlement royal statue sur les conflits entre le jeune conseil de ville, né en 1358, et l'échevinage, qui réclame un droit de regard sur le prélèvement des deniers communs et un droit de lever des tailles. En 1378 enfin, l'échevinage obtient du roi un règlement de la police des vivres et le droit de nommer des officiers gérant le commerce (jaugeurs, mareyeurs, charbonniers...).

Le *Livre rouge* concentre l'ensemble de ces enjeux, puisque toute la seconde partie du livre aborde soit la question de la procédure judiciaire, soit la question des officiers en charge des vivres, soit des règlements et coutumes de la ville. Il a donc très vraisemblablement été compilé entre

31. J. BRIAND, *L'Information à Reims...*, p. 584.

Figures 1a et b. Le « feuillet fiscal » (recto/verso)

Source : Archives municipales de Reims, FA R6, p. 151-152.

1376 et 1379, date à laquelle les échevins prêterent serment sur les évangiles du recueil³². Ainsi, en mobilisant les plus anciennes archives attestant de leurs prérogatives judiciaires et fiscales, puis en y ajoutant une série de cahiers partiellement ou totalement vierges, ils ont constitué – ou plutôt bricolé – un *livre* de gouvernement, articulant le présent au passé, exprimant la continuité du pouvoir. La présence inaugurale du prologue de l'Évangile de Jean et de la parabole de Matthieu sur les œuvres de miséricorde sacralise enfin ces textes³³.

Un foisonnement d'écritures

Couvert de bois et de cuir, le *Livre rouge* est dès sa création un livre ouvert, contenant des cahiers encore non écrits. Ainsi, le cahier 18 ne contient que des informations postérieures à 1384, preuve qu'il était vierge au moment de la reliure. Dès sa constitution, le *Livre rouge* devait être continué.

Il l'a été de deux manières. D'abord par la copie de décisions ou des sentences prononcées par les échevins, entre 1376 et 1380, sur des compétences disputées avec l'archevêque ou le conseil de ville³⁴. Autour de 1386 ensuite, les échevins ont beaucoup enrichi le *Livre rouge*, en écrivant sur des espaces vierges situés en tête du recueil des notices ayant trait à l'organisation du sacre de Charles VI, dernier à avoir été réalisé dans la cité. Ainsi en est-il du récit du don fait à un messenger royal et du désaccord qui s'en est suivi, véritable « *exemplum* sur les pièges du don³⁵ », ou de la mention du montant de la taille du sacre de Charles VI alors régnant, ou encore de

32. Cf. n. 3. Même si, sur les six prestations de serments sur les évangiles mentionnées dans le registre, seule la notice de 1385 mentionne explicitement les évangiles (« evangiles escriptes en ce present livre »), il est logique que celles faites « en manière ordonnée » (1397) ou encore simplement « sur les evangiles » (1379) renvoient à un même rituel réalisé sur un même recueil.

33. Les évangiles devaient initialement encadrer le livre des sentences. Au Moyen Âge, le Prologue de Jean est très utilisé et vénéré. Quant à la parabole du Jugement dernier (Mt 25, 31-46), elle a joué un certain rôle dans les statuts de certaines associations et confréries, parce qu'il énonce six des sept œuvres de miséricorde à pratiquer (« La Bible dans les confréries et les mouvements de dévotion », dans *Bible de tous les temps*, t. 4 : *Le Moyen Âge et la Bible*, Paris, 1984, p. 583). Deux oraisons (une à Dieu et une à Marie) suivent les évangiles. Il est difficile de dire si elles étaient lues par les échevins comme des sortes de prières officielles. Il s'agit plutôt de réemplois.

34. Une conclusion de 1377, portant sur la chaussée, fait exception. Elle autorise un clerc du Chapitre à réaliser une saillie. C'est d'ailleurs la seule dans le registre dans ce domaine. De fait, cette absence de la chaussée dans le *Livre rouge* confirme que le recueil est étroitement lié aux questions de juridiction disputées en cette fin du XIV^e siècle, la question de la chaussée étant réglée depuis la fin du XIII^e siècle. Pour des exemples de ces décisions, cf. Reims, AM, FA R6, p. 193 et 221.

35. J. BRIAND, *L'Information à Reims...*, p. 457 sq.

la liste des métiers gardant les portes lors de l'entrée royale³⁶. Ces aide-mémoire offrent aux échevins une jurisprudence utile dans la perspective des sacres futurs. Les nouvelles compétences acquises par les échevins, elles aussi, intègrent rapidement le recueil. Après l'obtention de la gestion de la production de pain en 1378, on voit apparaître un registre du pain vers 1389, inséré au début du recueil. Ce cahier contient des réglementations de confection du pain selon le prix des céréales et des ordonnances en matière de tarif de vente. De mode d'emploi empirique, il devient, par son insertion dans le *Livre rouge*, une norme qui doit faire référence jusqu'à la fin du XV^e siècle³⁷. Le bon gouvernement du pain profite aussi au bien commun. Garant de la paix sociale, il est un enjeu politique et administratif capital. Dans le même ordre d'idées, l'organisation de la lutte contre les incendies par la distribution de seaux à demeure est ajoutée en tête du recueil, sans doute en réponse à l'incendie qui a touché le quartier du marché en 1374. Outre l'actualité administrative, les échevins consignent encore, entre la fin du XIV^e et le début du XV^e siècle, des textes statutaires, tels que les coutumes et les droits du vicomte épiscopal, des chartes et arrêts, ou encore une lettre de confirmation des privilèges de 1384. Synthèse des compétences administratives anciennes ou récentes, le *Livre rouge* fait ainsi office de *liber iurium*³⁸.

Un nouveau type d'écriture administrative fait son apparition à la même époque. Vers la fin de l'ouvrage, les échevins consignent des décisions prises au buffet de l'échevinage. Ces notifications sont de véritables conclusions adoptées lors de l'assemblée des échevins, le buffet, telles qu'on peut les lire dans les registres ultérieurs. Rédigées en vrac, sans ordre chronologique, elles sont intégrées dans les espaces vierges laissés dans les cahiers³⁹. Ces conclusions n'abordent pour l'heure que

36. La liste daterait de 1255 selon une source anonyme mentionnée par P. VARIN, AA, I, 2, p. 769. Ce dernier date la copie du début du XIV^e siècle, mais la comparaison entre l'écriture de la liste avec le compte des deniers de 1375 montre que les mains sont extrêmement proches : Reims, AM, FA R155, Comptes de 1375.

37. En 1474, les échevins font rédiger un nouveau livre du pain : Reims, AM, FA C663 L6.

38. Les copies d'actes deviennent exceptionnelles dans la seconde partie du recueil. Il s'agit d'un arrêt de 1344 mettant fin aux litiges avec l'archevêque (p. 155-164), une lettre de commissaires royaux venus inspecter les archives scabinales (p. 204) ainsi qu'une copie de charte de 1205 et de sa traduction inachevée (p. 218-219).

39. À titre d'exemple, la Figure 2 permet de dégager les strates d'écritures qui se superposent et d'entrevoir la logique de remplissage empirique du recueil, d'abandon puis de recyclage d'anciens projets textuels : les échevins utilisent ainsi deux pages contenant la copie (inachevée) d'une charte de 1205 réalisée dans les années 1370-1380. En 1391, sur la page de droite, ils laissent un espace vierge après la transcription en langue vernaculaire dans le souci d'aérer les écritures. En 1392, deux autres conclusions sont insérées au-dessus de celles de l'année précédente. En 1397, une troisième série de conclusions sur le même thème achève de remplir la page. En 1401, faute de place mais par souci de constituer un dossier de

la question de l'institution des officiers de l'échevinage (nomination, prestation de serment, rétribution, recrutement d'avocat, de greffiers, etc⁴⁰). Un formulaire est établi et comprend les éléments suivants, énoncés dans un ordre aléatoire selon les cas : date, lieu, échevins présents et formule décisionnelle – fut ordonné, fut reçu, etc. Ce formulaire atteste d'une volonté de formaliser la trace officielle des décisions pour lui assurer une meilleure valeur. Habilités depuis 1378 à nommer des officiers, les échevins inventent donc une pratique d'écriture qui crée une mémoire officielle de la nomination. Apprenant à gouverner par l'écrit, ils font du *Livre rouge* le conservatoire d'une mémoire administrative ordinaire.

D'autant plus ordinaire que, d'un point de vue formel, le *Livre rouge* partage des caractéristiques textuelles et visuelles communes avec les registres de comptes, de plaids ou de bourgeois à chanoine⁴¹ de la fin du XIV^e et du début du XV^e siècle, comme les formes de datation, certaines formulations (« mémoire que... »), les majuscules ou encore les mentions infrapaginales. Le *Livre rouge* participe donc d'un moment graphique et scripturaire produit par une génération politique qui uniformise le style d'écriture. Cette formalisation partagée unifie les réseaux documentaires dans lequel le *Livre rouge* s'inscrit. Celui-ci garde toutefois une grande spécificité de par son contenu, qui fait cohabiter décisions et textes diplomatiques : son objet est bien l'autorité et la continuité de l'institution.

La place du Livre rouge dans la documentation institutionnelle

Le *Livre rouge* est donc un recueil d'exception, qui fait référence et qui possède une valeur symbolique et pratique certaine. Pour les échevins d'abord, puisque dès la fin des années 1370, ils commencent à faire prêter serment à leurs officiers sur les évangiles encadrant le recueil⁴². Il devient ainsi un élément matériel du rituel juratoire qui officialise et donne l'entière légitimité aux officiers des échevins, fonctionnant donc comme un attribut de l'institution. Pour les conseillers de la ville ensuite, puisque ses textes permettent de remonter aux origines de certaines mesures et forment par conséquent une ressource documentaire précieuse au XV^e siècle. Ainsi, un *vidimus* de la liste des villes contribuables est commandé par les

décisions semblables, les échevins écrivent finalement leur nomination sur le bas de la page de gauche.

40. Seule une ordonnance de 1402 fait exception, puisqu'elle est écrite au tout début de recueil, sur une page laissée blanche. Elle concerne la sécurité de la ville et nomme les gardes de seaux de cuir en prévision d'incendies futurs.

41. C'est à cette époque que les échevins décident de ne plus consigner la liste annuelle des bourgeois à chanoine à la fin des comptes mais d'en faire un registre autonome, dans un souci de séparation matérielle des comptes, dans un esprit de rationalisation.

42. La première attestation remonte à 1379 : Reims, AM, FA R6, p. 194.

Figure 2. Le remplissage progressif des pages par des notices désordonnées
Source : Archives municipales de Reims, FA R6, p. 218-219.

officiers du conseil en 1458⁴³. L'authenticité du *Livre rouge* est dans ce cas pleinement reconnue, il renferme une mémoire administrative utile à tous les administrateurs et au bien commun de la cité.

Le *Livre rouge* a par ailleurs influencé la production documentaire ultérieure de l'échevinage. En 1417, le recueil est plein. Les échevins constituent alors un nouvel ouvrage, identifié de nos jours comme étant un « second *Livre rouge*⁴⁴ ». Il n'en reste aujourd'hui qu'une copie moderne partielle, comprenant notamment la table des matières. À la différence du recueil de la fin du XIV^e siècle, le « second *Livre rouge* » est qualifié de « livre » par ses auteurs. Il est mentionné à plusieurs reprises dans les registres de conclusions de la fin du XV^e et du XVI^e siècle sous le nom de « cartulaire rouge ». Il est intitulé « c'est le livre ou registre de l'eschevinage de Reims commancié a Pasques l'an de grace mil quatre cens et dix sept », tandis que la description qui en est donnée au XVI^e siècle correspond : « ung gros livre en parchemin relié sur couverteaulx de bois ayans la couverture rouge »⁴⁵.

Le contenu de ce nouveau recueil ressemble beaucoup au « premier » *Livre rouge*, à ceci près que l'ouvrage est beaucoup plus structuré. Dans une première partie, les échevins ont copié des chartes, statuts et autres règlements. Suivent ensuite les ordonnances faites au buffet, enregistrées au fur et à mesure, sur le modèle des conclusions inventées au XIV^e siècle⁴⁶. Ces enregistrements, qui respectent donc le droit consigné au début de l'ouvrage, durent au moins jusqu'à la seconde moitié des années 1450, soit peu avant que ne soit entamée la série des registres annuels de conclusions. Au début du XVI^e siècle, les échevins n'y enregistrent plus que les événements mémorables survenant dans la cité⁴⁷. Ce recueil est donc devenu une mémoire urbaine autant qu'institutionnelle.

43. Cf. *supra*, n. 22. Ce recours aux archives de l'échevinage est peut-être aussi indirectement lié à la destruction des archives épiscopales lors de l'incendie du château épiscopal de 1422 (L. DEMAISON, *Les Incendies de Reims au Moyen Âge*, Reims, 1925, p. 10). En 1452, les officiers seigneuriaux ont encore réclamé des copies de charte que les échevins réalisent à partir de leur grand cartulaire confectionné en 1429, le *Livre blanc*. Les archives des échevins, qui restent officiers seigneuriaux en droit, forment toujours une partie des archives seigneuriales et possèdent une valeur d'archives urbaines.

44. J. BRIAND, *L'Information à Reims aux XIV^e et XV^e siècles...*, p. 36.

45. Voir Reims, AM, FA C675 L27, n° 13, copie collationnée du 19 janvier 1562. P. Varin a manifestement confondu le recueil de la fin du XIV^e siècle avec le recueil de 1417.

46. Reims, AM, FA R17. Cette copie partielle du *Livre rouge* de 1417, réalisée en 1569, est l'une des multiples copies réalisées par les greffiers et procureurs de titres et de registres de conclusions. Le *Livre rouge* est donc, à la fin du XVI^e siècle, naturellement assimilé à ces recueils. Pour quelques exemples de ces copies, cf. Reims, AM, FA C704 L34 J.IV et C675 L27.

47. Ainsi de l'entrée épiscopale de Robert de Lénoncourt en 1509, mise par écrit par le procureur, à qui les échevins ordonnent de « mettre ladite entree et choses dessusdites au livre couvert d'une couverture rouge estant en l'eschevinage afin de cy apres avoir souvenance

Au regard du « second » *Livre rouge*, celui de 1417, le recueil du XIV^e siècle apparaît donc comme une matrice – ou plutôt comme un brouillon. Par contraste, il ressemble à un fourre-tout documentaire, circonstancié et largement improvisé, là où le *Livre rouge* de 1417, qui devait devenir le premier registre de conclusions de l'échevinage, est conçu en amont et pensé dans la durée. Il constitue un livre de gouvernement propre à l'institution rémoise, sans pour autant rendre le « premier » *Livre rouge* obsolète. Au contraire, ce recueil composite, qui patrimonialisait déjà les anciens écrits, devient une sorte de registre premier, ancêtre des registres de conclusions comme ses cahiers de sentences étaient déjà l'ancêtre des registres de plaid.

Le « second *Livre rouge* » est-il le « *Livre rouge* »⁴⁸ ? Il semble bien que le seul « *Livre rouge* » produit par l'échevinage et désigné ainsi dès l'origine par les échevins soit le registre de 1417, mais sa genèse se situe dans le recueil de la fin du XIV^e siècle aujourd'hui appelé *Livre rouge*, lequel s'apparente à un essai documentaire largement informel. La monumentalisation de ce recueil par Pierre Varin simplifie une histoire des pratiques documentaires plus tâtonnante et plus riche. L'innovation s'est ainsi faite en deux temps, celui de l'expérimentation – à la fin du XIV^e siècle – puis celui de la formalisation – en 1417. Avant que le genre documentaire ne se consolide, les échevins « bricolent » un livre du gouvernement de l'échevinage, dans un contexte de spécialisation des écrits, d'effort archivistique et d'enregistrement administratif conquérant, afin que la mémoire administrative se cristallise.

Le « premier » *Livre rouge* n'est donc pas une innovation documentaire isolée. Réintégré dans le réseau documentaire de l'institution, il sert de conservatoire du patrimoine documentaire ainsi que de réceptacle de nouvelles pratiques scripturaires et de flux d'informations inédits. Entre recyclage et continuation, l'innovation se conjugue avec la réactivation

des choses dessusdites, et de ce qui lui fut dit par messieurs les eschevins a sadite nouvelle entree » (Reims, AM, FA R166, Comptes du greffe de l'échevinage, f. 169v).

48. P. Varin, malgré ses doutes, maintenait péniblement cette identification qui eut une grande postérité, mais qui ne tient pas. Dans sa présentation, lui-même convenait que la thèse de l'identité entre le *Livre rouge* de 1417 et le recueil du XIV^e siècle était fragile. Il avançait toutefois deux hypothèses pour la défendre, à savoir que l'actuel « *Livre rouge* » n'aurait été que le noyau ancien d'un livre plus vaste, autour duquel des feuilles auraient pu être ajoutées, dont certaines comportant l'intitulation du registre, puis que d'autres feuillets auraient été rajoutés à la fin du recueil qui aurait été baptisé au XV^e siècle par les compilateurs de l'époque (AA, « Prolégomènes », p. 44-45). Cependant, ces arguments se heurtent à plusieurs points : d'abord au fait que, selon les copies du XVI^e siècle, le contenu du « *Livre rouge* » de la fin du XIV^e siècle ne figure aucunement dans la table des matières du livre entamé en 1417 ; ensuite, au fait que, selon les copies du XVI^e siècle, les recueils ne comptent pas le même nombre de feuillets (113 pour le recueil de la fin du XIV^e siècle, 279 pour le *Livre rouge* de 1417).

documentaire. La création se fige au bout d'une quarantaine d'années en 1417, lorsque les échevins formalisent – et appauvrissent ? – cette expérience, peut-être sous l'effet du passage à l'obédience bourguignonne⁴⁹. Le processus d'innovation documentaire s'est étiré sur un demi-siècle. Le « premier » *Livre rouge* n'en est que l'amorce.

Il finit cependant par former un double miroir documentaire, à la fois entre les documents eux-mêmes, mais aussi entre l'institution et sa propre histoire juridique et documentaire. Livre sacré sans nul doute, cartulaire peut-être⁵⁰, le recueil forme un nœud dans le réseau documentaire de l'échevinage où convergent, dans le contexte d'un développement institutionnel et scripturaire particulièrement dense, des pratiques d'écritures nouvelles, et d'où découlent des productions documentaires spécialisées appelées à durer. Conservatoire de toutes les inventions scripturaires de l'échevinage, le « *Livre rouge* » forme une mémoire des origines du gouvernement qui s'invente par l'écrit.

Emmanuel Melin – Université Paris Nanterre

49. À Troyes comme à Châlons, la rédaction des registres de conclusions débute à la suite du ralliement au duc de Bourgogne (*Registre des délibérations du Conseil de ville de Châlons-en-Champagne : 1417-1421*, éd. S. Guilbert, Châlons-en-Champagne, 2001, f. 1). Nous remercions Cléo Rager de nous avoir livré cette information concernant Troyes.

50. Le recueil rémois est à la fois plus et moins qu'un cartulaire. Livre d'archives, il procède d'une manœuvre de rassemblement archivistique et textuel. Instrument de gouvernement, il a une finalité pratique d'enregistrement et de savoir. Il forme un cartulaire « composite », en somme, pour reprendre une suggestion de Marie-Émeline Sterlin, que nous remercions vivement de nous avoir indiqué cette désignation qu'elle a forgée. Comme l'a démontré Kouky Fianu à propos du petit cartulaire d'Orléans, la catégorie « cartulaire » et sa définition effacent la richesse des productions documentaires urbaines pendant le Moyen Âge : K. FIANU, « Le *Petit cartulaire* d'Orléans est-il un cartulaire municipal ? », *Memini*, 12 (2008), p. 85-113. L'hybridité est caractéristique des productions documentaires médiévales et la catégorie est, dans le cas rémois, trop large et trop restrictive. C'est pourquoi, dans son incertitude typologique, Pierre Varin n'avait pas non plus totalement tort.

L'innovation documentaire, entre recyclage et enregistrements. Le cas du *Livre rouge* de l'échevinage de Reims (XIV^e-XV^e siècles)

Monument documentaire des archives rémoises depuis le XIX^e siècle, le *Livre rouge* de l'échevinage de Reims, souvent qualifié de cartulaire, est un ouvrage complexe né à la fin du XIV^e siècle et ne contenant presque aucun acte diplomatique, mais des cahiers hétéroclites, écrits entre le XIII^e et le début du XV^e siècle, couvrant un panel varié d'actions administratives et constituant autant d'innovations documentaires. L'étude des cahiers, insérés dans leurs contextes respectifs de tensions et/ou d'institutionnalisation, atteste d'un apprentissage du gouvernement par l'écriture. La réactivation de ces écrits premiers, enrichis de nouveaux cahiers accueillant des enregistrements disparates et désordonnés entre les années 1370 et 1417, forme une cartularisation singulière, plus proche du bricolage documentaire. Conservatoire de toutes les inventions scripturaires, le *Livre rouge* forme ainsi une mémoire des origines du gouvernement qui s'invente.

Archives, cartulaire, mémoire administrative, Reims, scripturalité, ville.

Documentary innovation, between recycling and registration: The case of the *Livre rouge* of Rheims (fourteenth-fifteenth centuries)

The *Livre rouge* has been considered a monument of the communal archives of Rheims since the nineteenth century. Often described as a "cartulary," it is in fact a complex manuscript created at the end of the fourteenth century that contains very few charters. It instead contains a variety of administrative documents written between the thirteenth century and the beginning of the fifteenth century, covering a wide range of administrative actions and displaying just as many documentary innovations. The study of the documents, placed within their respective contexts of conflicts and/or institutionalization, shows the government's learning process through writing. Old texts were given new uses, supplemented by new administrative texts with disparate and disordered registrations from the 1370s to 1417, resulting in an innovative process of "cartularization," which relied on experimentation and tinkering. The memory of these written innovations and their complex process of elaboration, of which the *Livre rouge* of Rheims acts as the keeper, echoes and mirrors the process of self-invention of the urban government itself.

Administrative memory, archives, cartulary, charters, pragmatic literacy, Rheims, town, urban government.